

Politiques Economiques

M. Laurent WEILL

Sciences Po Strasbourg

2021-2022

<i>Introduction</i>	<hr/> 3
<i>Chapitre 1 – Objet de la politique économique</i>	<hr/> 3
1. Le plein emploi	3
2. Croissance	4
3. La stabilité de prix (une inflation faible)	6
4. L'équilibre de la balance extérieure	7
<i>Chapitre 2 - La politique budgétaire</i>	<hr/> 8
I. L'efficacité de la politique budgétaire	<hr/> 9
1.1. Le mécanisme du multiplicateur keynésien	9
1.2. Les limites de la politique budgétaire : les effets d'éviction	10
a) L'effet d'éviction par le taux d'intérêt	10
b) L'effet d'éviction par le rationnement des fonds prêtables	11
c) L'effet d'éviction intertemporelle (ou l'effet d'équivalence ricardienne)	11
d) L'effet d'éviction par l'inflation	12
e) L'effet d'éviction externe	13
1.3. Les propositions libérales	13
a) La courbe de Laffer	13

Introduction

Intérêt du cours – prolongement non formalisé du cours de macro, apporter de compléments autour des trois politiques économiques : politique budgétaire (relance/ austérité – impôts augmenter ou baisser ? quels ? un état qui fait faillite ?), politique monétaire (comment la banque centrale fait pour injecter de la monnaie ? la BCE est méchante, pourquoi ? pourquoi est-ce que la BCE lutte contre l'inflation ?) et la politique de la redistribution (faire un état des lieux , pourquoi redistribuer ? comment redistribuer ?)

Chapitre 1 – Objet de la politique économique

4 variables économiques se sont imposées comme principal cible de la politique économique : croissance du PIB, chômage, inflation, équilibre de la balance extérieure = carré magique de Nicolas Kaldor

Pourquoi est-ce qu'on veut lutter contre cela ? Et a-t-il de limites ?

1. Le plein emploi

Pourquoi le chômage c'est mal ?

1. Coût économiques du chômage en terme de gaspillage de ressources = travail – plein emploi permettra une production et donc un revenu plus élevé, quand il y a plus de personnes qui travaillent il y a plus d'argent;
2. Coût sociaux (revenu plus faible pour le chômeur) est psychologique (mal-être, taux de suicide du chômage)
Taux de suicide : 13,2 %ooo, moyenne européenne 10%ooo , Lituanie 28%ooo,

Les limites de l'objectif du plein emploi :

1. Le fait que chaque individu dispose d'un emploi ne garantit nullement qu'il soit utilisé au mieux de ces compétences – gaspillage de ressources = personnes auraient des gens affectés à travaux qui ne correspondent pas à leur compétence = URSS 0% de chômage
2. Chômage incompressible de nature volontaire lié au temps de recherche d'emploi = serait-il optimale pour les individus de prendre le premier emploi venu = on forcerait de gens à faire des boulots qu'ils veulent pas faire

Le chômage n'est jamais zéro = recherche d'emploi

2. Croissance

Taux de croissance économique est mesuré par le pourcentage de variation annuel de PIB en volume

Pourquoi la croissance c'est bien ?

1. La croissance améliore le revenu national = une croissance signifie un plus grand gâteau à se partager
Comment le gâteau est reparti ? Comment les fruits de la croissance sont partagés ?
Partage des fruits de la croissance :
 1. La croissance tend à réduire la pauvreté
 - = étude de Dollar et Kraay (2002) « Growth is Good for the Poor », analyse de la relation entre le PIB par habitant (le revenu moyen) et le revenu moyen du quintile le plus pauvre (le revenu moyen des 20% les plus pauvres)
 - = Growth Still is Good for the Poor, analyse de la relation entre la croissance du PIB par habitant et la croissance du revenu moyen des deux quintiles les plus pauvres (les 40% les plus pauvres), résultat : relation positive dans les mêmes proportions, en moyenne, le revenu moyen des 40% les plus pauvres augmente à la même vitesse que le revenu moyen
 - = l'évolution du nombre de pauvres dans le monde (la banque mondiale établit le seuil d'extrême pauvreté à 1,90 USD par jour et par personne), en 1990 dans le monde il y avait 1,9 milliard de personnes qui étaient pauvres (36%), en 2018 il y en avait 650 millions (9%), en 1981 c'était (52%), en Chine en 1990 il y a avait 66% de pauvres, à 2018 3% de pauvres
 2. L'observation montre que la croissance favorise le bien-être en permettant
 - 1) un plus grand confort matériel – comparaison entre les pays riches et les pays pauvres (nombre de voitures, utilisation d'internet)
 - 2) des meilleures infrastructures en terme d'éducation, santé et transport (augmentation de la taille moyenne : conséquence de l'alimentation et santé), mortalité infantile
 - 3) une plus grande espérance de vie

Limites :

1. A court terme la croissance interdit deux autres objectifs du Carré magique
 - 1) Une forte croissance implique une forte d'augmentation de la demande génère une des prix (incomplet) = croissance peut provoquer de l'inflation

- 2) Une forte croissance signifie des achats plus importants en matière première et biens de consommation dont une partie est importé, elle augment les importations et ainsi un impact négative sur l'équilibre de la balance extérieure = croissance peut nuire à l'équilibre de la balance extérieure

Limites à long terme :

1. La croissance repose sur une exploitation de plus en plus intensifs de ressources naturelles qui sont largement non reproductible = la croissance ne serait pas durable
On peut dire qu'une croissance est durable si elle répond aux besoins du présent sans nuire les besoins de l'avenir
Cet argument doit cependant être tempérer par le fait que les marchés incitent à utiliser de façon efficace les ressources = augmenter le prix du pétrole nous motive à utiliser des alternatifs (taxe carbone)
2. La croissance a des couts en terme d'attente à l'environnement (réchauffement climatique, accumulation de déchets, disparation des espèces). Créer des richesses provoque des émissions de carbone, ce qui provoque du réchauffement climatique. Relation positive entre le PIB per capita et le niveau des émissions de CO2 per capita.

Quelques remarques sur la décroissance :

Décroissance → l'idée qu'il faut arrêter la croissance, voire même produire moins. L'idée est que le coût de la croissance excèderait les bénéfices.

Une croissance nul signifie un gâteau qui n'augmente plus, mais on peut repartir de façon plus équitable : 1) même si on reparti de façon plus équitable le gâteau, il n'est pas sûr que le gâteau actuel suffisent à satisfaire les individus 2) la décroissance en répartissant de façon plus équitable le gâteau peut avoir un caractère désincitatif qui réduit la taille gâteau, ce qui peut entraîner à l'appauvrissement général 3) une fois que revenu sera reparti de façon plus équitable, la décroissance signifie un niveau qui resterait constant génération après génération

Il faut déconnecter l'augmentation du revenu moyen de l'augmentation des émission de CO2 par habitant. Il faut qu'on produise plus de richesse sans augmenter les émissions de CO2 : 1) favoriser le développement des technologies propres en particulier dans les pays en voie de développement baisser les coûts de technologies propres et les envoyer dans les pays en voie de développement, 2) favoriser la

croissance du secteur de services (les services sont moins polluant que l'industrie) 3) nous devons favoriser les énergies non fossiles

3. La stabilité de prix (une inflation faible)

Pourquoi l'inflation est mal ?

En raison de coûts de l'inflation :

Un coût évident de l'inflation : si les salaires ne sont pas indexés, il y a une perte de pouvoir d'achat.

- 1) La redistribution arbitraire de la richesse au détriment de ceux qui ont de revenus non indexés sur l'inflation (les épargnants, les préteurs) et au profit de ceux qui ont de dettes non indexés sur l'inflation (les emprunteurs).
- 2) Si on a plus de l'inflation, elle réduit la compétitivité des produits domestiques par rapport aux produits étrangers. La hausse de prix domestiques rend les produits domestiques moins compétitifs dans le marché international, elle entraîne donc une baisse d'exportation et dégrade la balance commerciale.
- 3) L'inflation a un coût direct lié aux opérations matérielles de changement de prix (particulièrement vrai pour l'hyperinflation). Il faut refaire les menus dans les restaurants, les catalogues.
- 4) L'inflation fait prendre de mauvaises décisions économiques en raison de l'illusion monétaire. L'illusion monétaire consiste à prendre en compte les valeurs nominales et non les valeurs réelles. En absence d'inflation, les valeurs nominales sont égales aux valeurs réelles.
- 5) L'inflation peut s'autodévelopper et s'entretenir. L'idée ici est que l'inflation observée dépend de l'inflation anticipée. Quand les agents économiques anticipent de l'inflation, ils s'efforcent d'obtenir des hausses des salaires nominaux qui compensent leurs pertes anticipées de pouvoir d'achat. Cela a pour conséquence d'entraîner une augmentation de prix comme les entreprises répercutent les hausses des salaires nominaux sur les prix pour maintenir constantes leurs marges. Conséquence : l'inflation s'auto-entretenait. Le risque le plus important.

Remarque :

- 6) Le risque d'instabilité politique générée par l'inflation. Historiquement, les peuples se sont révoltés plus du à l'inflation que du au chômage. Le chômage

ne touche qu'une minorité de la population, alors que l'inflation affectent tout le monde. L'inflation pousse à des révoltes.

Limites de la lutte contre l'inflation :

- 1) Certains coûts de l'inflation peuvent être contesté :
 - a. Distribution arbitraire
 - il peut être constater car c'est difficile de connaître les conséquences au niveau national, car la perde des uns équilibre le gains des autres
 - on peut l'éviter avec des prêts à taux variable (type de prêts très répandu ailleurs, très rare en France)
 - b. Coût directe de changements de prix – ce coût représente un coût significatif uniquement pendant l'hyperinflation
- 2) Selon la courbe de Phillips, réduire l'inflation signifie au moins à court terme, une augmentation du chômage

4. L'équilibre de la balance extérieure

Définitions :

- 1) **Balance des paiements courants** = balance commercial (exportations de biens et services – importations des biens et services) + revenus reçus du reste du monde – revenus versés au reste du monde (ces revenus ne sont pas le produit de transactions commerciales)
- 2) **Balance des capitaux** = Emprunts à l'étranger des résidents français – Prêts à l'étranger des résidents français + Placements financier en France des non-résidents (par exemple, achat des entreprises françaises par des étrangers) – Placements financiers à l'étranger des résidents français (par exemple, achat des entreprises étrangères par des français)
- 3) **Balance des paiements globale**
 - = Balance des paiements courants + Balances des capitaux
 - = Variation des réserves de change (si la balance des paiements globale est positive, cela signifie que la différence entre le versement reçu du reste monde et versement versés au reste du monde est positive, donc les agents résidents ont accumulé de devises, les réserves de change du pays augmente alors et inversement un déficit de la balance des paiements globale entraîne une ponction de la réserve de change)

Justification :

Une balance des paiements globale déséquilibré engendre donc une variation des réserves de change. A long terme, en cas de déficit de la balance des paiements globale, le problème est que les réserves des change ne sont pas inépuisables. Il est donc nécessaire avoir sur le long terme une balance des paiements globale en équilibre. La balance des paiements courants également être équilibrée car une balance des paiements courants négative compenser par une balance des capitaux positive ne fait que décaler dans le temps le problème. En effet, les capitaux empruntés à l'étranger devons tôt ou tard être remboursés. La balance de paiements courants doit être équilibrée, égale à 0. Sinon on risque d'avoir des problèmes dans des autres pays, qui peuvent nous affecter aussi car ils sont nos clients.

Limite :

Cette contrainte ne joue vraiment que dans le long terme.

Statistiques pour la France :

Croissance – très élevée aux années 60' et 70', après elle a ralenti

Chômage – elle n'existait presque pas aux années 60', encore faible aux années 70', augment entre 80' et 90' et diminue un peu aux années 2000

Inflation – diminue beaucoup depuis les années 60'

Chapitre 2 - La politique budgétaire

Introduction

Une politique budgétaire est une politique économique qui agit sur le budget de l'état, c'est-à-dire soit sur les dépenses de l'état soit sur les recettes de l'état. L'augmentation des dépenses publiques ou la baisse de recettes publiques sont des politiques budgétaires expansionnistes et l'inverse est une politique budgétaire restrictive.

Solde public = recettes publiques – dépenses publiques

Si +, nous avons un excès budgétaire.

Si -, nous avons un déficit budgétaire.

Jusqu'au début des années 30, il y avait un quasi consensus parmi les économistes sur le fait qu'un déficit public est le signe d'une mauvaise gestion de fonds publics. La crise économique des années 30 et les moyens adoptés pour la résorber ont modifié cette perception de deux façons :

- 1) Le gouvernement qui ont tenté de réduire le déficit public causer par la crise (du fait de la baisse de recettes publiques) n'ont fait qu'aggraver la crise. En effet ces gouvernements en réduisant les dépenses publiques ou en augmentant les impôts ont réduit la demande globale alors qu'il s'agissait à priori d'une crise liée à l'insuffisance de la demande.
- 2) L'application des théories keynésiennes, c'est-à-dire l'utilisation du déficit public pour relancer l'activité, dans des pays comme les Etats-Unis ou l'Allemagne nazi a été perçu comme un succès avec une réduction du chômage et une relance de l'activité.

Etats-Unis : politique des grands travaux et l'Etat a également distribué des allocations, ils ont mis en place une assurance chômage et maladie, un SMIC aussi. Première année de déficit public = 1931 = déficit 4,8% du PIB

Allemagne nazi : politique de réarmement massive = en 1938 l'Allemagne consacrait 28,8 du PIB aux dépenses publiques au même temps la France était au tour de 7

Deux dégressions :

- 1) Cliché courant de l'Histoire économique : idée que les économies fachistes ont bien réussi à faire sortir leurs pays de la crise. L'Allemagne nazi a connu de très bonnes performances économiques pendant cette époque : de 29 à 38, le taux de croissance en moyenne était de 4,2%. L'Allemagne partait de bas en 29 par rapport aux pays européens, hyperinflation dans la décennie précédente par exemple. Le redéploiement de l'économie allemande en économie militaire a certes fait baisser le chômage mais au prix d'une forte baisse des salaires réelles. Entre 1932 et 1937, les salaires réelles allemands ont baissé de 13%. Les autres économie fasciste n'ont pas aussi bien réussi : Italie. Par exemple, l'Italie a eu une croissance moyenne de 0,7% et le Portugal a eu 1%. Alors que le Royaume Uni a eu 1,5% et la Suède a eu 2,2% de taux de croissance moyen.
- 2) Cliché de l'Histoire de la pensée économique : un grand cliché de l'histoire de la pensée économique est que Keynes est de gauche et les libéraux sont de droite. Paul Krugman : « Keynes n'étais pas socialiste, même pas de gauche ».

I. L'efficacité de la politique budgétaire

1.1. Le mécanisme du multiplicateur keynésien

Considérons une économie ouverte (économie avec des échanges avec le reste du monde) :

Y : PIB

C : consommation. $C = C_0 + c Y^d$ avec $C_0 > 0$ et $0 < c < 1$ Cela veut dire que la consommation augmente avec le revenu disponible (hypothèse keynésienne)

T : impôts. $T = T_0 + t Y$, $0 < t < 1$

Y^d : revenu disponible. $Y^d = Y - T$

I : investissement. $I = I_0$

G : dépenses publiques. $G = G_0$

X : exportations

Z : importations

Condition de l'équilibre entre l'offre et la demande globale :

$Y + Z$ (offre totale de biens, nationaux et étrangers) = $C + I + G + X$

$Y = C + I + G + (X - Z)$

D'où : $m = 1 / [1 - (c - z)(1 - t)]$

Exemple numérique : $c = 0,7$; $z = 0,4$; $t = 0,2$

Alors $m = 1,32$

Donc, si on augmente de 100€ les dépenses publiques, le PIB augmente de 132€.

Deux conclusions importantes :

- 1) Le mécanisme du multiplicateur monte l'efficacité de la politique budgétaire parce que l'augmentation des dépenses publiques provoque une hausse du revenu. → Ce mécanisme légitime l'intervention de l'Etat. Si ce n'est pas comme cela, on ne fera pas que creuser le déficit public sans avoir un retour au niveau de l'augmentation de revenu.
- 2) Le multiplicateur est moins élevé quand il y a des fuites qui réduisent la part du revenu consacrée à la consommation nationale. Ces fuites peuvent être l'importation ou l'impôts. Par exemple, si on taxe cette augmentation à 100%, la consommation n'augmente pas. Dans le cas d'une économie ouverte, cette augmentation de revenu peut être utilisée pour importer de biens, donc la consommation nationale n'augmente pas. C'est pour cela que Keynes avait une tendance à être protectionniste.

1.2. Les limites de la politique budgétaire : les effets d'éviction

Les effets d'éviction sont les limites majeures de la politique budgétaire. Ces effets réduisent, voire amincissent, les effets de la politique budgétaire.

a) L'effet d'éviction par le taux d'intérêt

Quand les dépenses publiques augmentent (G), le taux d'intérêt augmente (r), ce qui provoque une baisse de l'investissement (I), comme l'investissement baisse, la demande baisse (D), donc le revenu baisse (Y).

L'idée est la suivante : si le taux d'intérêt augmente (r), cela va coûter plus cher aux entreprises de demande emprunter de l'argent, donc elles vont réduire leur investissement car cela coûte plus cher qu'auparavant

b) L'effet d'éviction par le rationnement des fonds prêtables

Dans le cas où les capacités de financement sont limitées dans l'économie (exemple : on n'as que 100€ à prêter, si l'état emprunte 80€, il en reste que 20), une augmentation des emprunts publiques impliquent automatiquement une ponction sur le fonds prêtables destinés au secteur privés.

+ $G \rightarrow +$ emprunts publics $\rightarrow -$ fonds prêtables destinés au secteur privé $\rightarrow - I \rightarrow - D \rightarrow - Y$

Cet effet d'éviction complète l'effet d'éviction par le taux d'intérêt. L'effet d'éviction par le rationnement des fonds prêtables transite par la quantité crédits tandis que l'effet d'éviction par le taux d'intérêt transite par le coût du crédit.

Cela ne peut pas arriver dans un pays ouvert (exemple : dans l'UE, les capitaux circulent librement, nous pouvons toujours faire des emprunts à des établissements de crédit à l'étranger).

c) L'effet d'éviction intertemporelle (ou l'effet d'équivalence ricardienne)

L'argument développé ici est généralement attribué à David Ricardo en 1817. Sachant qu'on trouve déjà des éléments auparavant, notamment dans un texte de Mirabeau en 1787. Cet argument a été favorisé et développé par Robert Barro dans les années 70.

L'effet s'énonce de la façon suivante : lorsque l'Etat finance une baisse des impôts ou une hausse de dépenses publique par le déficit public, les ménages anticipent une hausse des impôts futurs et réduisent alors leur consommation. Par conséquence, la baisse des impôts ou la hausse de dépenses publiques n'a aucun effet sur le PIB.

Exemple : l'Etat augmente les dépenses publiques de 20€ en le finançant par le déficit. Pourtant, cet argent doit être remboursé. Alors, les gens anticipent une augmentation d'impôt qui doit servir à rembourser la dette publique. Du coup, ils réduisent leur consommation de 20€, pour compenser l'augmentation d'impôt future.

Le principe d'équivalence ricardienne est donc le suivant : pour une politique budgétaire donnée, il y a équivalence entre un financement par impôt aujourd'hui et un financement par un emprunt (par impôt demain).

L'implication directe de ce principe est la neutralité de déficit publiques. C'est-à-dire, une éviction intertemporelle totale.

$$+ G \rightarrow + \text{impôts demain} \rightarrow - C \text{ égale à la } + G \rightarrow D =$$

Sur un plan théorique, l'équivalence ricardienne repose sur 2 hypothèses :

- 1) Les agents économiques effectuent des anticipations rationnelles. Ils intègrent parfaitement le fait que les déficits publiques d'aujourd'hui sont les impôts de demain.
- 2) L'horizon temporelle des contribuables est infini. Pour qu'un impôt immédiat et un emprunt qui implique des impôts futur soit rationnellement perçus comme équivalent, il faut que l'agent économique paye effectivement ses impôts futurs. Si ce n'est pas le cas et, par exemple, l'agent économique pense que les impôts seront prélevés après sa mort, ils préfèrent l'emprunt à un impôt immédiat. L'équivalence ricardienne ne tient plus. Donc, pour que cela fonctionne, il faut que l'horizon temporel des contribuables soit le même que celui de l'Etat, donc infini. L'Etat a un horizon infini, il ne pense pas que le pays sera mort dans un certain temps.

La réponse de Robert Barro est que les générations sont solidaires et que les parents d'aujourd'hui intègrent le bien-être des générations futurs dans leur raisonnement. L'idée c'est qui cela marche s'il y a un grand altruisme intergénérationnel.

Sur un plan empirique, la plus part des études rejettent l'idée d'équivalence ricardienne totale. On observe cependant des effets ricardiens qui réduisent l'efficacité de la politique budgétaire : cela dépend des époques et des pays.

James Buchanan → « Les faits ne vérifient pas du tout l'équivalence ricardienne... et la dette n'aurait aucune raison d'être si elle était équivalente à l'impôt. »

d) L'effet d'éviction par l'inflation

Cet effet n'est présent qu'en cas de plein emploi. Cet effet repose sur le fait que si la demande globale augmente, alors que l'offre ne peut pas augmenter. Le seul effet d'une politique budgétaire expansionniste sera alors une augmentation de prix qui engendra une baisse de la demande globale.

+ G → + inflation → - D → - Y

e) L'effet d'éviction externe

Modèle Mundell-Fleming avec changes flexibles → modèle ISLM pour une économie ouverte

(*) = situation dans un pays étranger

r = taux d'intérêt domestique

r^* = taux d'intérêt étranger

X = exportations

+ G → + r → r > r^* → entrées de capitaux → appréciation de la monnaie domestique → perte de compétitivité → - X → - D → - Y

Keynes a dit « Les périodes d'expansion, et non pas de récession, sont les bonnes pour l'austérité. »

1.3. Les propositions libérales

Certains économistes néoclassiques ont proposé des politiques budgétaires restrictives, en insistant sur les effets positifs de telle politique.

a) La courbe de Laffer

L'argumentation d'Arthur Laffer, conseiller de Ronald Reagan, se résume dans la fameuse phrase « trop d'impôts, tue l'impôt ». Cette idée repose sur le fait que des taux d'impositions élevés peuvent réduire les recettes fiscales à travers les mécanismes suivants :

- une baisse du travail
- réduction de la consommation de biens taxés
- augmentation de la fraude

- exile fiscale